

Favoriser la résilience en République démocratique du Congo

Adaptation aux changements climatiques et protection des forêts dans les communautés minières qui alimentent la transition vers un avenir sobre en carbone

Le projet d'IMPACT, intitulé « Favoriser la résilience », vise à accroître la résilience des communautés de la République démocratique du Congo (RDC) subissant les effets de l'exploitation minière, en particulier de l'exploitation des minéraux critiques qui sont essentiels à la transition verte. Le projet renforcera la capacité des populations locales à restaurer et à préserver leurs écosystèmes, composés notamment de forêts tropicales, de zones boisées les zones de savanes. Le leadership des femmes et la promotion des connaissances autochtones seront au cœur des efforts déployés pour aider les communautés à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique. Ce projet quadriennal de 80 millions de couronnes suédoises, soit 7,6 millions de dollars américains, est financé par la Suède.

Quel est le lien entre l'exploitation minière et le changement climatique?

Des minéraux critiques pour la transition verte

La région des Grands Lacs, en Afrique, abonde en richesses minérales. Les efforts déployés à l'échelle mondiale pour réduire notre empreinte carbone collective misent en grande partie sur ces richesses. La RDC possède d'abondantes ressources minérales, notamment de l'étain, du tungstène, du tantale, de l'or, du cuivre et du cobalt, qui servent à la fabrication de technologies neutres en carbone, comme les batteries pour véhicules électriques ou les turbines éoliennes. L'Agence internationale de l'énergie prévoit que, pour soutenir la transition vers une économie zéro carbone et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, il faudra augmenter d'au moins 400 % la production de minéraux critiques d'ici 2040¹.

La RDC détient plus de 50 % des réserves mondiales connues de ces minéraux critiques. Elle produit actuellement environ 70 % du cobalt mondial²,—



dont 20 % sont extraits par des exploitantes et exploitants artisanaux³, essentiellement dans les provinces du Lualaba et du Haut-Katanga. La RDC joue un rôle central dans la transition écologique mondiale. La demande de minéraux comme le cobalt enregistre donc une augmentation constante, qui devrait être multipliée par 25 au cours des 20 prochaines années⁴.

L'exploitation minière favorise la déforestation et la dégradation des sols

Près de 70 % des terres de la RDC sont couvertes de forêts, ce qui représente environ 152 millions d'hectares⁵. La forêt tropicale du bassin du Congo (dans le nord de la RDC, y compris les provinces de l'Ituri et de la Tshopo) est la deuxième plus grande forêt tropicale au monde et elle contiendrait 25 à 30 milliards de tonnes de carbone. Elle possède le plus grand stock de carbone en Afrique et le quatrième plus grand réservoir de carbone forestier au monde⁶. Les forêts de Miombo (dans le sud-est de la RDC, dans les provinces du Haut Katanga et du Lualaba) sont une vaste région de prairies, de savanes et d'arbustes tropicaux.

Cependant, la déforestation représente un risque sérieux en RDC. En 2022 seulement, la RDC a perdu plus d'un demi-million d'hectares de forêts, ce qui représente 13 % de la déforestation mondiale⁷. Au rythme actuel, les forêts primaires de la RDC pourraient être complètement rasées d'ici 2100⁸. Bien qu'elle ne soit pas la seule cause de la déforestation, l'exploitation minière demeure une menace sérieuse.

Pendant longtemps, la forêt tropicale du bassin du Congo a été protégée « passivement » en raison de facteurs tels que la faible densité de population, l'instabilité politique, le manque d'infrastructures et les risques élevés pour les investisseurs privés. Cependant, depuis cinq ans, de plus en plus de forêts intactes d'Afrique centrale sont décimées. En 2021 seulement, la déforestation a augmenté de 5 % dans le Bassin du Congo⁹. Si la déforestation et la dégradation des forêts se poursuivent sans relâche, d'ici 2050, environ 27 % des forêts pluviales qui étaient intactes en 2020 dans le bassin du Congo auront disparu¹⁰.

Dans le sud-est du pays, l'exploitation minière a déjà façonné le paysage. Après des décennies d'exploitation minière, l'environnement est désormais sec et poussiéreux, et les arbres sont rares. Contrairement à d'autres régions du pays, là, peu de petits jardins ou de parcelles agricoles pourraient enrichir l'approvisionnement alimentaire ou les revenus des communautés locales.



- 1 International Energy Agency, *The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions*, mai 2021, <https://www.iea.org/reports/the-role-of-critical-minerals-in-clean-energy-transitions/>.
- 2 *Cobalt : Powering the Green Economy*, Cobalt Institute, 2023, https://www.cobaltinstitute.org/wp-content/uploads/2023/02/cobalt_institute_fact_sheet_2023.pdf.
- 3 Emmanuel Umpala et coll., *Islands of Responsibility? Corporate sourcing of artisanal cobalt in the Democratic Republic of Congo*, IIED, septembre 2021, <https://www.iied.org/sites/default/files/pdfs/2021-09/20436iied.pdf>.
- 4 Agence internationale de l'énergie, 2021.
- 5 EUREDD Facility, *Democratic Republic of Congo*, consulté le 17 janvier 2024, <https://euredd.efi.int/countries/democratic-republic-congo/>.
- 6 World Wildlife Fund, *Congo Basin Forests*, https://wwf.eu.awsassets.panda.org/downloads/congo_forest_cc_final_13nov07.pdf.
- 7 Global Forest Watch, *Tropical Primary Forest Loss Worsened in 2022, Despite International Commitments to End Deforestation*, juin 2023, <https://www.globalforestwatch.org/blog/data-and-research/global-tree-cover-loss-data-2022/>.
- 8 Central Africa Regional Program for the Environment, *Small Holder Clearing Drives Forest Loss in the Congo Basin*, novembre 2018, <https://carpe.umd.edu/news/small-holder-clearing-drives-forest-loss-congo-basin>.
- 9 Reuters, *The Next Amazing? Congo Basin faces rising deforestation threat*, novembre 2022, <https://www.reuters.com/business/cop/next-amazon-congo-basin-faces-rising-deforestation-threat-2022-11-11/>.
- 10 Forests News, *Over a quarter of Congo Basin forests at risk of vanishing by 2050*, November 2022, <https://forestsnews.cifor.org/79903/over-a-quarter-of-congo-basin-forests-at-risk-of-vanishing-by-2050?fnl=>.

Théorie du changement

Les populations locales résisteront mieux aux changements climatiques et à leurs répercussions sur la santé des sols, l'accès à l'eau potable et les autres écoservices dont dépendent les communautés tributaires des forêts.

Les populations locales sont mieux habilitées à protéger et à remettre en état les zones boisées et forestières perturbées par les activités minières d'une manière qui assure le bien-être humain et des bienfaits sur le plan de la biodiversité.



Les populations locales ont accès à de nouvelles sources de revenu basées essentiellement sur la nature.



Les efforts sont fournis avec la participation de toutes les parties prenantes pour rendre les mécanismes décisionnels et politiques entourant la protection et la remise en état des écosystèmes plus inclusifs, transparents, accessibles et coordonnés.



Activités principales :

1 Amélioration de la restauration et de la protection des écosystèmes forestiers par les communautés de la RDC touchées par l'exploitation minière et vulnérables au changement climatique



En renforçant les connaissances et les capacités techniques des parties prenantes locales — en particulier des femmes et des peuples autochtones — les communautés pourront adopter des mesures permettant de restaurer et de protéger les forêts et les zones boisées dégradées par le biais d'une approche d'adaptation fondée sur les écosystèmes (AfE). Toutes les solutions proposées en vertu de l'AfE seront fondées sur une analyse. Elles seront mises au point en collaboration avec les communautés concernées, grâce à des mécanismes de gouvernance participatifs. La valorisation des services écosystémiques comme la nourriture ou le bois serviront de levier pour inciter les communautés à poursuivre la restauration et la protection des écosystèmes, ce qui offrira de nouvelles possibilités économiques qui viendront remplacer celles qui sont maintenant menacées par le changement climatique.

2 Amélioration de la gouvernance des écosystèmes dans les communautés dépendantes des forêts et touchées par l'exploitation minière en RDC



Dans le contexte du changement climatique, la résilience des communautés dépend largement de la gouvernance des écosystèmes locaux. Cette gouvernance doit être inclusive et inclure les femmes, les jeunes et les peuples autochtones au processus décisionnel. Le projet vise à renforcer et à soutenir les mécanismes communautaires, ainsi qu'à favoriser la représentation des Autochtones et des femmes au sein des structures gouvernementales. Le renforcement des capacités des femmes, des jeunes et des peuples autochtones permettra d'améliorer les compétences en matière de leadership. De plus, la médiation des conflits garantira que les actions de communication en faveur de la restauration et de la protection des écosystèmes sont plus durables.

3 Meilleure prise en compte des intérêts des communautés dans les plans et stratégies qui protègent les écosystèmes et la biodiversité, ou la production de minéraux critiques en RDC



Pour contribuer à établir le lien entre la gestion des écosystèmes et l'exploitation minière, le projet on organisera des ateliers participatifs et consultatifs avec les membres des communautés, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones. Ces consultations permettront d'élaborer et d'examiner des stratégies de gouvernance des écosystèmes à tous les échelons, et d'aider les communautés à formuler et à diffuser des recommandations tenant compte de leurs intérêts.

Régions visées par le projet

Les provinces de l'Ituri et de la Tshopo, au nord-est :

Le projet sera mis en œuvre en territoire de Banalia, dans la province de la Tshopo, ainsi qu'en territoire de Mambasa dans la Province de l'Ituri. Il s'agit des communautés pratiquant l'extraction de l'or et du diamant. Les écosystèmes de ces communautés sont composés de forêts tropicales humides, qui font partie de la forêt tropicale du bassin du Congo.

Les provinces du Haut-Katanga et du Lualaba, au sud-est :

Le projet sera réalisé en territoire de Mutshatsha, dans la province du Lualaba, et en territoire de Kambove, dans la province du Haut-Katanga. Il s'agit d'une région connue pour l'exploitation minière artisanale et à grande échelle du cobalt et du cuivre. L'écosystème est composé d'une forêt sèche et d'une savane (également appelées « zones boisées ») faisant partie des zones boisées de Miombo.



Résumé du cadre logique

Résultat final : Amélioration de la résilience des communautés vulnérables aux changements climatiques grâce à la restauration et la protection des forêts et zones boisées de la RDC endommagées par l'exploitation minière.



RESTAURATION ET PROTECTION

RÉSULTAT

- Connaissances et capacités techniques accrues pour la restauration des forêts et zones boisées dégradées
- Mise en œuvre de solutions AfE et la protection ou la restauration de la biodiversité affectée par l'exploitation minière
- Valorisation des services écosystémiques provenant des forêts et des zones boisées

ACTIVITÉS

- Évaluations de l'état de la biodiversité, des impacts du changement climatique et des connaissances locales
- Recherche sur les savoirs autochtones
- Consultations communautaires
- Améliorations des connaissances
- Renforcement des capacités techniques
- Activités AfE : reboisement, agroforesterie, protection des bassins versants
- Foresterie communautaire
- Activités génératrices de revenus fondées sur la nature



GOUVERNANCE DES ÉCOSYSTÈMES DANS LES COMMUNAUTÉS

- Mécanismes de gouvernance plus inclusifs et transparents liés à l'adaptation et la gestion des écosystèmes
- Une participation accrue et plus équitable à la gestion des écosystèmes pour les femmes, les jeunes et les peuples autochtones

- Analyse du genre et des conflits
- Renforcer les compétences en leadership et la capacité de médiation des conflits
- Mécanismes de gouvernance locale inclusifs
- Dialogues communautaires
- Plans d'action communautaires
- Plan d'engagement des autorités en faveur d'une gouvernance inclusive
- Système de surveillance et d'alerte
- Suivi et rapports sur les plans communautaires



INTÉRÊTS DES COMMUNAUTÉS DANS LES PLANS ET STRATÉGIES

- Reconnaissance des structures à base communautaire en tant qu'interlocutrices dans la gouvernance de la biodiversité, menacées notamment par l'exploitation des minerais critiques
- Renforcement du réseautage sur les questions de protection et/ou restauration des écosystèmes et de gestion de l'exploitation des minerais critiques

- Établissement de relations avec les réseaux et la société civile
- Identification et compilation des expériences
- Partage des connaissances et des expériences
- Analyse des politiques et stratégies
- Recommandations pour les politiques et stratégies
- Vulgarisation des résultats des activités et des recherches



Qu'est-ce que l'adaptation fondée sur les écosystèmes?

L'adaptation fondée sur les écosystèmes (AfE) est une approche qui se concentre sur la restauration et la protection des écosystèmes et de la biodiversité, dans le cadre d'une stratégie visant à aider les communautés à s'adapter aux effets négatifs du changement climatique. L'AfE est l'une des solutions basées sur la nature qui intègre une stratégie d'adaptation globale qui utilise la biodiversité et les services écosystémiques pour aider les communautés à s'adapter aux effets négatifs du changement climatique. Par exemple, cela peut consister à protéger les communautés contre les conditions météorologiques extrêmes ou à réduire les émissions résultant de la dégradation des écosystèmes pour contribuer à l'atténuation du changement climatique.

Au nombre des solutions d'AfE qui contribuent à la lutte contre le changement climatique, signalons les suivantes :



la plantation d'arbres pour rétablir la biodiversité et protéger le sol de l'érosion en absorbant le CO² pendant la photosynthèse;



la réintroduction de la végétation indigène dans les zones minières et la création de possibilités de stockage du carbone;



la mise en place de jardins communautaires et de pépinières gérés par des femmes afin de promouvoir la biodiversité locale, de fournir des aliments nutritifs et de générer des revenus;



le renforcement des systèmes d'alerte précoce ou la création de nouveaux mécanismes d'alerte pour permettre aux communautés de réagir rapidement aux phénomènes météorologiques extrêmes;



la promotion de techniques d'agroforesterie adaptées aux besoins de la communauté, mettant l'accent sur la diversification des cultures, la conservation de l'eau et la régénération des sols.



À propos des partenaires de mise en œuvre

IMPACT transforme la gestion des ressources naturelles dans les régions où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Nous nous employons à analyser et à concevoir des approches de gestion des ressources naturelles dans une triple optique de renforcement de la sécurité, de développement et d'équité. Organisme indépendant sans but lucratif, IMPACT fait action commune avec des partenaires locaux pour apporter un changement durable. IMPACT est présent en RDC et dans les pays voisins depuis plus de 10 ans. Il y réalise de nombreux projets visant à mettre en place des chaînes d'approvisionnement responsables et transparentes dans le secteur de l'extraction artisanale de l'or et du cobalt.

IMPACT met en œuvre le projet en collaboration avec les partenaires ci-dessous dans les provinces du Haut Katanga et du Lualaba :

Action pour le Développement et la Gestion des Ressources Naturelles (ADGRN), une ONG congolaise créée en 2010, et axée sur la dignité humaine. Les activités de l'ADGRN se concentrent sur l'éducation civique, l'agroforesterie et les questions foncières. Elle compte un large éventail de parties prenantes, notamment les communautés agricoles, les peuples autochtones, les leaders ruraux et les femmes, la société civile, les partis politiques, les syndicats, les décideurs politiques et le secteur privé.

Protection des Écorégions de Miombo au Congo (PREMI-Congo), une ONG environnementale créée en 2002, qui est active dans le secteur minier depuis 2005, et spécialisée dans les forêts de Miombo, en RDC. Son action vise la foresterie communautaire et la défense des droits des communautés locales et des peuples autochtones pygmées. Elle crée notamment des cartes des régions touchées par les activités minières industrielles.

IMPACT met en œuvre le projet en collaboration avec les partenaires suivants dans les provinces de la Tshopo et de l'Ituri :

Organisation Congolaise des Écologistes et Amis de la Nature (OCEAN), une ONG congolaise qui, depuis 28 ans, s'efforce de placer les communautés locales et les peuples autochtones au premier plan de la préservation des écosystèmes et de la gestion des ressources. Sa vision est de contribuer au maintien et à la restauration de l'équilibre écologique dans les écosystèmes naturels et de promouvoir

le développement socio-économique en protégeant les droits et les intérêts des communautés locales et des peuples autochtones. L'organisme possède une expertise technique dans un large éventail de domaines, notamment la gestion environnementale, la foresterie, la conservation, la mise en œuvre d'activités liées à la REDD+ (réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts) et au changement climatique, la cartographie participative, la sécurité, les droits de la personne, le secteur minier et les peuples autochtones.

Programme d'Appui aux Populations forestières en République Démocratique du Congo, Les Pygmées Aussi (PAP-RDC), un organisme congolais créé en 2002. Il soutient les populations vulnérables dépendant de la forêt, en particulier les peuples autochtones pygmées. Le PAP est spécialisé en protection des écosystèmes, agroforesterie et soutien aux communautés dont les écosystèmes sont menacés par l'exploitation minière. En outre, le PAP travaille au renforcement des droits de la personne. Il surveille notamment les violations des droits de la personne commises à l'encontre des populations autochtones, il mène des actions de plaidoyer et soutient le leadership des femmes et des populations autochtones.

Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI), un organisme national qui défend les droits des femmes. Il a été créé en 2000, à Bunia, et fait partie de la station de radio communautaire CANDIP/ISP Bunia. Il a pour mission de promouvoir et de défendre les droits des femmes et des enfants, et de veiller à ce que les femmes participent au processus de paix de la province. SOFEPADI possède une vaste expérience dans plusieurs domaines : promotion de l'égalité des sexes et du leadership des femmes; éducation à la paix et résolution pacifique des conflits; revendications d'une plus grande représentation des femmes sur la scène politique; défense des droits socio-économiques des femmes et représentation.

Tropenbos RDC, actif dans le pays depuis 2010. Il fait partie du réseau international Tropenbos. La mission de Tropenbos est d'améliorer la gouvernance et la gestion des forêts tropicales au profit des populations, de la biodiversité et du développement durable. Son domaine d'expertise comprend la gouvernance des forêts et des ressources naturelles, la foresterie communautaire et l'amélioration des moyens de subsistance des communautés locales.



IMPACT transforme la gestion des ressources naturelles dans les régions où la sécurité et les droits de la personne sont menacés. Nous nous employons à analyser et à concevoir des approches de gestion des ressources naturelles dans une triple optique de renforcement de la sécurité, de développement et d'équité. Organisme indépendant sans but lucratif, nous nous entourons de partenaires pour réaliser un changement durable. IMPACT possède un siège social au Canada, ainsi que des bureaux en République démocratique du Congo, en Ouganda et en Côte d'Ivoire. L'organisme mène des projets au Burkina Faso, au Burundi, au Mali et au Zimbabwe.

Photos par :

Mines artisanales de cobalt entre Kolwezi et Lubumbashi : Federico Scoppa/Getty Images - page 5 (troisième à partir de la gauche) ; Sebastien Meyer/Getty Images : page 1.

Mines d'or artisanales dans la province de l'Ituri : Sven Torfinn/IMPACT : pages 2, 5, 6.

Le présent document a été publié grâce au généreux soutien financier de la Suède. Son contenu relève de l'entière responsabilité d'IMPACT et ne reflète pas nécessairement le point de vue de la Suède.

 @IMPACTtransform

www.impacttransform.org

